

# SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

## VIH/Sida : un combat aux oubliettes ?

Prissilia.M.MOUIY  
Libreville/Gabon

**A**U Gabon, parmi les femmes ou les hommes de 15-49 ans, seulement trois femmes sur dix (30 %) et près de quatre hommes sur dix (37 %) ont une connaissance complète sur le VIH. Globalement, ces données issues de la dernière Enquête démographique et de santé (EDSG-III) de 2019-2021 montrent clairement qu'il y a urgence d'augmenter le niveau de connaissance des populations sur le VIH/Sida.

Les moyens de transmission, de prévention, les comportements à adopter face à la maladie devraient davantage être inculqués aux jeunes, hommes et

femmes, pour une lutte optimale contre le VIH. Étant donné que la connaissance des moyens de transmission et de prévention, acquises via les sensibilisations, est essentielle pour permettre aux individus d'éviter de contracter le VIH.

Or, on constate pour le déplorer qu'il n'existe quasiment plus de programmes spécifiques de lutte contre le VIH. Plus de campagne de sensibilisation sur le VIH, que ce soit dans les établissements scolaires, dans les grands carrefours ou même via des canaux de diffusion audiovisuels comme cela se faisait auparavant. Ce qui laisse penser que ce vieux combat est relegué aux oubliettes. Il faut attendre le 1er décembre, date commémorant la Journée mondiale de lutte contre le Sida, pour voir une réelle mobilisation

des autorités et acteurs de la lutte contre le VIH/Sida autour du VIH.

Les années Covid-19 expliquent, en partie, ce léger relâchement dans la lutte contre cette autre pandémie. En effet, les autorités sanitaires ont, au cours des dernières années, concentré leurs efforts sur le Covid-19 délaissant d'autres maladies. Et même si cette épidémie est derrière nous, la lutte contre le Sida demeure entre parenthèses.

Une source sûre de la Direction générale de la prévention du Sida (DGPS) indique que " les budgets ne sont pas toujours mis à disposition malgré les inscriptions budgétaires. L'idéal serait la création du fonds géré en agence comptable dont l'alimentation serait très régulière. Les budgets sont aujourd'hui en gestion



Photo : Prissilia Moussavou Mouity/L'Union

**La sensibilisation contre le VIH ne doit pas faiblir.**

centralisée avec toutes les lenteurs possibles et imaginables. Or, quand la gestion est en agence comptable, le circuit de la dépense est très court ". On comprend que l'indisponibilité des budgets est une raison de plus au relâchement dans la lutte contre le VIH/Sida.

L'absence de campagnes de sensibilisation et la lassitude des acteurs de la lutte contre cette maladie ont malheureusement pour conséquence une méconnaissance de la maladie chez les jeunes, surtout qui s'exposent le plus aux comportements à risque.

## Associations à caractère religieux : les Églises sont-elles seules concernées par le recensement ?

Frédéric Serge LONG  
Libreville/Gabon

**D**EMARREE le lundi 13 novembre dernier dans le Grand Libreville (Libreville, Owendo, Akanda, Ntoum), l'opération de recensement des associations à caractère religieux se poursuit. Plusieurs responsables d'Églises se sont déjà prononcés et se sont rendus à la Directions générale des élections et des libertés publiques (DGLP) du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité pour se procurer une fiche d'identification et y adjoindre tous les éléments afférents. Mais, seules les Églises, notamment celles dites de réveil, sont-elles concernées par cette mesure ? Dans un autre communiqué daté d'hier, 15 novembre 2023, le ministère de l'Intérieur et de la Sécurité répond par la négative.

Sont concernées : "Toutes les confessions religieuses, les structures ésotériques et traditionnelles, régies par la loi n° 35/62 du 10 décembre 1962 relative aux associations", peut-on lire dans le document de la tutelle gouvernementale.

" Sont exemptées par la présente opération : toutes les structures associatives susvisées bénéficiant d'un régime spécifique, sous réserve de justifier cette qualité auprès de l'administration ", poursuit le texte. Dans cette dernière catégorie figure, entre autres, l'Église catholique qui, à travers le Vatican, dispose d'un accord-cadre avec l'État gabonais.

Le communiqué du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité précise que l'objectif de cette opération vise à la mise en place d'une base de données actualisées et fiables des dites associations.

## Santé et nutrition des adolescents : le rapport Unicef intègre les substances addictives

Line R. ALOMO  
Libreville/Gabon

**I**L aura fallu interroger un échantillon de 4 149 élèves dans 76 établissements des 9 provinces du Gabon pour dresser le rapport sur l'alimentation, la santé, la nutrition et les styles de vie des adolescents en milieu scolaire au Gabon. Une étude qui intègre la consommation de substances addictives ou encore les pensées de suicide de cette tranche de la population dont 21 % déclarent avoir pensé à s'ôter la vie. De la compilation des résultats, il ressort que le Gabon fait face à un double fardeau. La malnutrition par carences d'un côté et par excès de l'autre. Au sein de la population adolescente, on a donc trouvé aussi bien des enfants en surpoids qu'en sous-poids. Situation influencée, d'après les réponses des élèves, par le peu d'argent de poche, le temps limité de la récréation...

Récemment à Libreville, ce



Photo : AEE

**Présentation à la presse du rapport Unicef sur l'alimentation des adolescents à son siège de Bas de Gué-Gué.**

rapport élaboré par l'Unicef, en collaboration avec les ministères de la Santé, de l'Éducation nationale... a été présenté aux médias afin qu'ils aident à sa dissémination. L'objectif étant, selon la représentante de l'Unicef Gabon, Mame Selbee Diouf, de mettre l'accent sur l'importance d'assurer une bonne nutrition pendant l'adolescence dans le but de briser le cycle intergénérationnel de la malnutrition et de la mauvaise santé afin d'améliorer le capital humain au Gabon. Le tout en tenant compte des enfants des milieux périurbains. Et c'est là que l'enquête

trouve tout son intérêt tant l'adolescent d'aujourd'hui est l'adulte de demain dont il faut préserver la santé. Mais tout n'est pas perdu. Ainsi, en établissant des directives pour les repas scolaires, en assurant la fourniture d'aliments nutritifs dans les cantines scolaires, en définissant des directives pour les environnements alimentaires scolaires, en renforçant l'éducation alimentaire et nutritionnelle, le Gabon pourrait prévenir la malnutrition chez les adolescents.

Il revient désormais aux médias de se faire le relais de ce rapport, a convié Mame Selbee Diouf.